

Chères et chers collègues,

Vous avez peut-être reçu (les historiens, tout du moins) un courrier du président du Comité d'orientation scientifique de la « Maison de l'histoire de France » appelant à participer à des « Rencontres régionales » pour débattre de l'avant-projet d'établissement avant que le texte définitif ne soit rendu au ministre de la Culture et de la Communication « à la fin de l'année 2011 ». Cet Avant-projet a lui-même été largement diffusé, par envoi papier ou diffusion électronique. La lettre de Jean-Pierre Rioux souligne l'occasion qui est donnée ici « de dialoguer ». Pourtant, les conditions d'un véritable dialogue ne sont pas réunies. La mise au point qui suit, assortie d'une analyse critique de l'Avant-projet, explicitent les raisons pour lesquelles, de notre point de vue, il n'est pas nécessaire de participer à ce faux débat. Le dialogue n'est pas un mot d'ordre ou une pratique qui se décrète en dehors des conditions minimales permettant une liberté d'échange et de critique.

Isabelle Backouche, historienne, maîtresse de conférences à l'EHESS

Vincent Duclert, historien, professeur agrégé à l'EHESS

co-directeurs (avec Jean-Pierre Babelon et Ariane James-Sarazin) de *Quel musée d'histoire pour la France ?* (mars 2011, Armand Colin).

Pourquoi nous ne débattons pas de l'avant-projet de la « Maison de l'histoire de France » ?

Le débat appelé de ses vœux par le Comité d'orientation scientifique concerne non pas le projet de « Maison d'histoire de France » mais seulement l'Avant-projet du Comité d'orientation scientifique, lequel ne discute pas du bien-fondé d'un tel projet depuis longtemps acté –et sans concertation. Il se plie même aux décisions les plus brutales, à commencer par l'installation de cette « maison » aux Archives nationales – qu'une grande partie du personnel rejette toujours. Sur le fond, le texte souffre d'un double défaut. L'alignement de grands concepts souvent vides de sens est tel qu'on se demande comment tirer des lignes directrices d'un pareil discours et comment ensuite imaginer un musée, que ce dernier s'appelle ou non « maison ». L'exposition de

préfiguration, « La France, quelle histoire ! », décrite succinctement sur deux pages, ne lève pas les inquiétudes et illustre au contraire la seconde faiblesse du rapport. Car le souci de faire populaire, d'attirer le grand public et les jeunes particulièrement, conduit à adopter les seules postures de la communication. Quant à la scientificité proclamée, elle souffre de multiples entorses. Aucun état des lieux de l'acquis des musées d'histoire, aucune synthèse sur l'état de la recherche en matière d'histoire au musée, aucune bibliographie analytique, des citations issues d'où l'on ne sait, des fiches didactiques en lieu et place de véritables problématisations, etc. Il ne suffit pas d'invoquer la « rigueur scientifique », la « connaissance authentifiée du passé » ou la « valorisation de la recherche » pour s'y tenir effectivement. Comment donc un débat approfondi pourrait-il s'enclencher sur de telles bases ?

Les conditions de la consultation ne peuvent qu'inquiéter aussi. Le programme type d'une rencontre concentre des interventions de responsables de l'Association de préfiguration de la « Maison de l'histoire de France » et du Comité d'orientation scientifique. Les « interventions de personnalités de la culture et de l'histoire » et le « débat avec la salle » sont renvoyés en fin de séance. On aurait pu imaginer qu'au contraire, les membres du comité d'orientation affronteraient un véritable débat critique. Si l'on souhaite contribuer par l'envoi de textes, il faut savoir que ceux-ci ne feront pas l'objet de réponse individuelle. Là encore les échanges sont verrouillés. Le Comité indique que « les propositions et les commentaires exprimés seront pris en compte lors de la rédaction du projet définitif ». Pour mémoire l'Avant-projet sur lequel porte la consultation n'a intégré aucun avis extérieur au Comité ni examen des critiques pourtant fondées qui se sont développées depuis l'annonce présidentielle de la création de cet établissement (12 septembre 2010). L'Avant-projet aurait pu rassurer quant à la méthode de débat, en restituant les avis divergents et motivés, et en y répondant. Aucune de ces bonnes pratiques intellectuelles n'a été assumée. La question qu'il faut désormais se poser, c'est de savoir qui, dans les faits, refuse le débat ?

Pourquoi enfin débattre du projet alors que sa préfiguration scientifique se révèle être le paravent de choix politiques et l'alibi d'une programmation technique largement engagée, notamment pour remodeler le site des Archives nationales. Depuis la décision du 12 septembre, la construction de l'entité « MHF » avance en effet à marche forcée. Les Archives nationales sont placées devant le fait accompli de leur spoliation d'espaces indispensables à leur modernisation et à leur rayonnement ; l'établissement public de la « Maison de l'histoire de France » sera créé le 1^{er} janvier 2012 entraînant avec lui la fédération de neuf musées nationaux et la perte de leur

autonomie singulière. Que l'on envisage un nouveau musée d'histoire en France est une idée ancienne et pertinente. Que l'on en fasse l'instrument d'une politique d'étouffement du réseau muséographique et de nivellement du savoir scientifique n'est pas acceptable, pas plus que ne l'est le comportement d'un ministère prêt à tout pour arriver à ses fins et complaire à l'autorité présidentielle, excluant du programme tous les grands professionnels du secteur, déposant les directions centrales de leurs prérogatives régulières au profit de cellules de cabinet, refusant le débat puisqu'avec les premiers rapports *pro domo* se serait donc achevé le « temps de la réflexion et de la concertation avec la communauté des historiens ». Les historiens que nous sommes n'ont rien à voir avec ces pratiques. Reste qu'une habile communication présente la « Maison de l'histoire de France » comme un projet évident dont il faut en être. Surplombant ces illusions de pouvoir, demeure le devoir de questionner les évidences qu'on promeut comme l'incarnation de la modernité. Nous ne tenons pas, avec bien d'autres, à renoncer à cette habitude professionnelle, à cette responsabilité intellectuelle.

Analyse critique de l'Avant-projet du Comité d'orientation scientifique de la « Maison de l'histoire de France » remis au ministre de la Culture et de la Communication le 16 juin 2011

Nous proposons ici une synthèse des caractéristiques principales de l'Avant-projet de 68 pages du comité d'orientation scientifique de la « Maison de l'histoire de France » remis au ministre de la Culture et de la Communication le 16 juin 2011. Elle confirme les fortes réserves suscitées par les trois documents antérieurs de préfiguration (Rapports Lemoine, Rioux, Hébert) sur lesquels a été bâti l'essentiel du dispositif de la « Maison de l'histoire de France » (désormais MHF). Ce document, largement diffusé depuis le mois de juin, doit être présenté au cours de « rencontres régionales de la Maison de l'histoire de France » (Lyon le 27 septembre, Paris le 6 octobre, Marseille le 10 octobre, Toulouse le 17 octobre, Rennes le 10 novembre, Lille le 15 novembre, Strasbourg le 22 novembre) dont nous doutons de la capacité de produire un véritable débat, constructif et sincère (voir plus haut). Une lecture argumentée démontre la vacuité de ces propositions qui doivent dessiner le visage scientifique de la « Maison de l'histoire de France » projetée par l'actuel gouvernement.

1/ Une rhétorique confuse qui égare le lecteur plus qu'il ne l'informe

- Pas de sommaire paginé, aucune chronologie du projet MHF, pas de bibliographie, aucun calendrier des séances du Comité d'orientation scientifique, aucun exposé des méthodes de travail, aucune définition des groupes de travail : les outils traditionnels d'information scientifique sont absents de l'Avant-projet.

- Un style énumératif qui permet d'annexer les critiques ou de les réfuter, sans aborder réellement le registre de la discussion :

« Cette Maison ne sera pas une école d'application identitaire, un entre-soi national, une assignation à résidence, une université-bis, un forum ou un prétoire » (p. 13)

- Un vocabulaire allusif, comme l'illustre l'évocation d'une exposition programmée tous les deux ans sur « un grand sujet d'histoire ». Aucune explication n'est donnée sur ce qui peut être considéré comme « un grand sujet », comme si la tendance à la naturalisation des objets historiques et à leur hiérarchisation au regard de critères peu explicites tenait de l'évidence.

2/ Des engagements qui contredisent les assurances antérieures

A plusieurs reprises lors de communications publiques, le président du Comité d'orientation scientifique ou certains de ses membres (comme Dominique Borne, rapporteur, invité à présenter les travaux de l'équipe le 27 mai à l'EHESS) ont exprimé leur volonté d'isoler l'élaboration du projet scientifique de la MHF du problème de la localisation de l'établissement. Or, en page 7 de l'Avant-projet, il est fait explicitement mention de l'installation de la MHF « dans le centre de Paris », aux Archives nationales pour être précis comme cela a été clairement écrit dans les documents officiels relatifs à la remise du document le 16 juin 2011 (<http://www.culture.gouv.fr/mcc/Actualites/A-la-une/Maison-de-l-histoire-de-France-remise-de-l-avant-projet>). Cette obligation de valider un choix d'implantation qui fait vivement controverse et dont voulaient diplomatiquement se dégager les membres du Comité d'orientation scientifique illustre tout à la fois leur faible pouvoir en face de l'autorité politico-administrative et la stratégie de fait accompli et de marche forcée qui caractérise depuis les origines ce projet de « Maison de l'histoire de France ».

3/ Des pratiques de communication se substituant au contenu scientifique

- Le projet scientifique n'est ancré dans aucun contexte intellectuel ou scientifique : aucune bibliographie ou comparaison internationale ne vient étayer les propositions.

- Les citations proposées (Renan, Bloch, Rivière) ne sont jamais référencées. Notons à cet égard que la référence à Fernand Braudel, récurrente dans les rapports de préfiguration signés par Hervé Lemoine et Jean-François Hébert aujourd'hui à la tête de l'opération, a disparu et

notamment sa formule, utilisée en guise de slogan pour justifier l'entreprise muséale : « *Décrire, voir, faire voir, pour faire comprendre l'histoire* ».

- Le titre anecdotique, voire racoleur, de l'exposition de préfiguration : « La France, quelle histoire ! », dévoile la posture de cet Avant-projet qui cherche à rassembler coûte que coûte, faisant le sacrifice d'un véritable projet construit et ordonné.

- Le texte est émaillé de propositions creuses et de formules-choc dont le sens est parfois obscur :

« Chaque visiteur et familier de la Maison pourrait ainsi devenir un peu plus contemporain de lui-même et des autres, pourrait vouloir à plus juste titre ne pas perdre le fil du temps. » (p. 16)

ou qui servent au contraire à emporter l'adhésion comme le terme de « Maison commune » qui voudrait laisser entendre que la Maison de l'histoire de France renouera avec des projets culturels inscrits dans le social, à l'image des Maisons de la Culture lancées par A. Malraux dans les années 1960.

- Une vision de la société française totalisante qui va à l'encontre de la prétention à prendre en compte les héritages distincts de chaque visiteur, et une assignation d'un rapport au temps de cette société fortement contestable car jamais documenté :

« L'histoire de la France dans sa Maison tiendra compte aussi d'un trait de notre époque : cette société où le fil du temps se distend est pourtant traversée — paradoxe ? Revanche ? Compensation ? — par une offre et une demande d'histoire aussi fortes que diversifiées » (p. 17)

Soulignons également la propension du texte à tenter de créer une forme de familiarité entre l'histoire, le futur équipement et les visiteurs. L'histoire aura « sa Maison »... la formule est séduisante mais la force de conviction ne peut se contenter de tels subterfuges.

- Des concepts, comme celui « d'adhérences démultipliées » empruntés à la *novlangue* de la communication :

« Il faut aujourd'hui reprendre et renforcer l'examen des **adhérences démultipliées** entre le monde de la recherche historique et celui des enseignements » (p. 17)

4/ Une composition aléatoire où l'histoire se confond avec la mémoire, la culture, le patrimoine

Parce que le projet qui chemine depuis 2007 n'avait pas de colonne vertébrale, et qu'il servait principalement de paravent à des réformes structurelles et techniques, on retrouve dans cet Avant-projet une forte propension à mêler et confondre l'histoire avec la mémoire, la culture, le patrimoine :

« le rapport que les Français et tous ceux qui vivent en France — en métropole comme outre-mer — ont entretenu et entretiennent avec l'histoire, mais aussi avec les mémoires, les patrimoines et les cultures » (p. 16)

A cet égard, la description de la future « Galerie des Temps », ancienne fresque chronologique préfigurée dans les rapports précédents et très largement critiquée, est décrite

comme devant :

« éviter la téléologie et la reprise mécanique du roman national, elle doit se défier des séries chronologiques qui privilégient toujours la dimension politique et induisent le déterminisme » (p. 42)

Les critiques émises par de nombreux historiens ont été entendues. Mais la description de cette future « Galerie des Temps » laisse songeur. Ce sont aujourd'hui les professionnels de la muséographie qui peuvent argumenter en demandant comment tant de dimensions (le temps de la construction de l'État et de la nation, le temps des transformations des vies quotidiennes, le temps des espaces, le temps des parcours individuels) pourront être articulées de façon signifiante.

5/ Une instrumentalisation de l'histoire toujours d'actualité

La confusion est permanente entre la description du rapport supposé que les potentiels visiteurs entretiennent avec l'histoire et une forme de compréhension de la discipline et de ses méthodes, qualifiée de « libre » pour mieux faire croire qu'elle ne s'exercera sans aucune contrainte...

« La Maison de l'histoire de France sera bâtie au croisement du souci social de n'être pas coupé du passé et du libre souci scientifique d'élaborer des savoirs qui aident à lire et comprendre celui-ci » (p. 13)

S'appropriant les critiques émises sur les usages de l'histoire, les membres du comité proposent de coupler un usage social de l'histoire très contestable et une prétention à la liberté scientifique. Un tel appareillage revient comme un leitmotiv dans l'Avant-projet afin de déminer les critiques :

« Il s'agit donc de construire celle-ci [la MHF] au croisement du souci social et mémoriel de n'être pas désaccordé et dépossédé du passé, et du libre souci scientifique d'élaborer des savoirs qui aident à lire et comprendre ce passé » (p 17)

Cet usage social revêt la forme d'un « besoin d'histoire » qui est brandi pour justifier le projet, postulat infondé alors qu'il aurait pu être appuyé sur les analyses sociologiques relatives aux relations des Français à leur passé :

« Toutes et tous se penchent à leur manière sur le passé collectif et les racines entremêlées ; tous tirent sur la chaîne du temps. Ce besoin d'histoire, cet appel à l'antérieur doivent trouver un écho, une place et un soutien à la Maison de l'histoire de France » (p 17)

6/ La prédilection pour des thématiques dans l'air du temps

Même si la liste est donnée sans prétention d'exhaustivité, les thématiques annoncées s'inscrivent dans une conception de l'histoire comme science qui doit éclairer les questionnements contemporains à l'image des relations entre l'homme et la nature qui recouvrent le périmètre grandissant des questions d'environnement, ou encore, la question des faits religieux,

lancinante dans la société française aujourd'hui. Sans dénier à ces thèmes leur pertinence, on aurait pu aussi élargir la palette à d'autres thématiques :

« Elle mettra en valeur des domaines de recherche et des questionnements qui renouvellent l'approche générale de l'histoire de la France, ainsi que différents thèmes historiques. Sont ici évoqués, à titre d'exemple : les durées et les filiations ; l'homme et la nature ; les faits religieux ; les politiques symboliques ; l'histoire de l'entreprise ; celle de la violence et des guerres ; celle des colonies et de l'outre-mer ; celle des arts, des œuvres et des créations, des images et des sons » (p. 13)

7/ Une prétention à faire rayonner la culture historique française

Prétendant contribuer à la « valorisation de la culture historique française à l'étranger » (p. 14 et section VII), le projet de Maison de l'histoire de France s'inscrit pourtant dans un contexte plus global de mouvement de désengagement des ministères des centres de recherches historiques à l'étranger, autant de lieux qui animaient depuis des décennies les circulations scientifiques entre historiens français et étrangers.

Tout en revendiquant comme futur interlocuteur privilégié, « le nouvel Institut français du ministère des Affaires étrangères et européennes » (p. 56), le projet de MHF incarne une politique de la « figure de proue » : rassembler dans un même organisme des fonctions autrefois assumées par des personnes et des organismes sur le terrain ; favoriser la visibilité politique au détriment du tissage de liens interpersonnels qui sont les vrais garants d'échanges culturels et historiques. En recontextualisant le projet, on perçoit combien la MHF est un puissant outil d'une politique d'échanges internationaux de façade. Une véritable volonté en la matière consisterait à doter les centres de recherche et les universités en moyens et en personnels suffisants. Les futurs budgets de la MHF pourraient à cet égard être plus sûrement utilisés pour offrir des contrats de recherche aux doctorants dont les travaux sont certainement aussi importants pour le rayonnement de la recherche historique que ce projet instable et politisé.

8/ Une politique culturelle soumise à la demande

« Tous les publics devront trouver les preuves d'une politique de démocratisation et de renouvellement de la connaissance du passé de la France » (p. 13)

La volonté de démocratisation est certes louable, mais pourquoi l'associer à celle de « renouvellement de la connaissance du passé ». Hormis la prétention à vouloir se substituer au travail des historiens dans les multiples institutions où ils travaillent déjà, une telle proposition semble ouvrir sur une nouvelle ère : le renouvellement de la connaissance du passé doit se faire en fonction des attentes du public. Une telle posture s'inscrit dans le sillage du nouveau mot d'ordre du ministère de la Culture : la « culture pour chacun » qui s'élabore en fonction de la demande du public, et non d'exigences d'une offre de qualité. Il s'agit :

« d'associer le public à la conception des contenus dans une forme de muséologie participative » (p. 33)

Sans vouloir installer les historiens et les conservateurs de musées dans une tour d'ivoire,

seuls détenteurs du savoir, on peut encore défendre l'idée que ces spécialistes à forte reconnaissance scientifique ont toute légitimité pour concevoir un tel projet, mettant en valeur leur rôle social.

9/ Ignorer la mission de l'école à ses différents niveaux

Ayant pour souci de réfuter le roman national qu'on lisait en filigrane des pré-rapports antérieurs, le propos adopte une position radicalement opposée, suggérant que les visiteurs arriveront plein d'idées confuses, empreintes de ce roman national que les protagonistes de la MHF souhaitent mettre en valeur à l'origine. Ce faisant, il semble que le travail de fond accompli par les professeurs des écoles et les professeurs du secondaire soit ignoré, et cela pour répondre à la nécessité de mettre en scène un visiteur ignorant et obscur que la MHF éclairera de ses lumières :

« En fréquentant la Maison de l'histoire de France, le visiteur apprendra d'abord que les nations ne viennent pas tout armées du fond des âges, qu'elles ne sont pas des réceptacles clos de traditions et d'identités mais des constructions collectives plus récentes qu'on ne croit, faites d'antagonismes et de pluralités, de brassages et d'assimilations, d'intégrations et de rejets, d'affrontements et d'accommodements constants de l'Un avec l'Autre » (p. 15)

10/ Exploiter le thème de « l'inquiétude contemporaine »

Autre manière de justifier le projet, on prétend qu'il répond à un malaise social et à une perte de repères. La critique portant sur l'inscription initiale du projet de MHF dans le débat sur l'identité nationale a fini par porter puisque ce thème est mis en sourdine dans l'Avant-projet. Mais les membres du Comité d'orientation scientifique persistent à décrire la société française dans des termes grandiloquents, invoquant un « nous » désorienté, sans que l'on sache bien à quoi il se rapporte :

Pourquoi avoir lancé et formuler un tel projet ? Parce qu'une société comme la nôtre connaît un dérangement de la temporalité en ce XXI^e siècle de l'espace planétaire rétréci et du temps accéléré, du temps perdu, du manque de temps et du « présentisme ». Parce qu'à dénier souvent au temps son autorité, nous rejetons tout passé qui encombre ou aliène, nous ne supportons plus la durée, nous laissons l'immédiat prévaloir sur elle, nous subissons la dictature de l'urgence. Dès lors, nous vivons souvent un télescopage entre les récits des origines et les sentiments d'appartenance, entre la terre natale et la terre de vie, entre les espaces proches et lointains, entre la nationalité, l'identité et la citoyenneté, entre le temps, l'histoire et la mémoire. Si bien que, disent certains, nous désapprenons l'art d'hériter et de transmettre, nous subissons une double déprise de l'en-deçà et de l'au-delà, du passé et de l'avenir. Pourquoi, dès lors, ne pas tenter d'aborder l'histoire de la France en se saisissant de cette inquiétude contemporaine ? (p. 16)

11/ « Des avancées nécessaires » (p. 68)

Sous ce chapitre est confirmée la création au 1^{er} janvier 2012 de l'Établissement public administratif « Maison de l'histoire de France » dont nous avons déjà analysé la raison d'être : dissimuler, au prétexte de doter la France et Paris d'un grand établissement culturel, une vaste réforme des musées nationaux, répondant aux exigences de la réforme générale des politiques

publiques et correspondant à un désengagement de l'Etat. Ainsi, la MHF rejoindrait-elle les nombreux établissements de ce type qui ont fleuri ces dernières années, établissements qui ont pour mission première d'être rentables et de trouver leurs propres fonds et qui ne sont plus que rarement dirigés par des personnalités scientifiques, comme en témoigne la récente nomination à la tête de l'établissement public Château de Versailles de Catherine Pégard, ancienne conseillère politique de Nicolas Sarkozy.

« Ces faits du prince – impensables aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne – [...], explique dans *Le Monde* du 6 septembre 2011 Laurent Gervereau, président du Réseau des musées de l'Europe, sont une véritable gifle pour tous les professionnels. Cela sous-entend que la direction d'établissement patrimonial n'est pas un métier, que n'importe quel journaliste non spécialisé ou n'importe quel technocrate peut prétendre à ce type de poste ». Et le conservateur-historien de relier l'affaire de Versailles au cas de la MHF : « aucun grand professionnel n'a mené le projet, [...] aucun n'a été consulté ».

Le titre de cette section de l'Avant-projet rappelle également le mode d'argumentation utilisé par le gouvernement depuis 2007 pour « réformer » plusieurs secteurs de la société française : la nécessité de mettre fin à des archaïsmes et de « moderniser » la France. La Maison de l'histoire de France s'inscrit dans ce projet politique global. On ne peut l'ignorer comme feint de le croire le Comité d'orientation scientifique. Le projet lui-même est affecté d'un lourd contexte politico-administratif dont nous avons étudié la genèse dans l'ouvrage *Quel musée d'histoire pour la France ?* Il serait vain d'espérer dans ces conditions que la définition scientifique de la MHF s'impose aux programmeurs ou aux responsables opérationnels déjà engagés dans une réalisation accélérée du projet.

12/ Des promesses d'avenir pour les historiens ?

La démarche de cet Avant-projet repose sur les méthodes commerciales les plus galvaudées : à défaut de convaincre intellectuellement, on promet des moyens pour la recherche, pour la rencontre scientifique, pour la valorisation de nos savoirs. L'Avant-projet exploite ici la misère et l'impécuniosité des universités parisiennes qui sont dans l'impossibilité d'abriter correctement leurs enseignants, et encore moins capables d'accueillir des chercheurs étrangers en résidence temporaire. On finit par se demander comment toutes ces activités cohabiteront harmonieusement dans une même institution, la profusion d'ambition finissant par brouiller son identité, et si les mètres carrés soustraits au projet de redéploiement des archives nationales suffiront pour abriter toutes ces activités. On propose même d'embaucher des « historiens de métier » (p. 34) qui modéreront des forums et des rubriques « chercheurs et curieux » sur le portail de la MHF ! La création de débouchés pour nos étudiants confirmés devrait d'abord être

réalisée dans le contexte des universités et des laboratoires, là où contrats doctoraux, bourses post-doctorales et emplois titulaires font si cruellement défaut pour développer de véritables recherches et promouvoir un enseignement scientifique de haut niveau.

Reste que la nécessité de moyens conséquents pour mettre en œuvre toutes ces promesses a beau être réaffirmée de façon solennelle :

« Le Comité tient dès à présent à rappeler que les moyens humains affectés à la Maison de l'histoire de France devront être à la hauteur de l'ambition portée et de la variété des préconisations [...] Ce dynamisme interne de l'établissement, garant de la présentation d'une histoire vivante, devra être garanti par un budget de fonctionnement suffisant, permettant cette mobilité et évitant une péremption inéluctable lorsque les moyens ne correspondent pas au propos » (p. 68)

On peut s'interroger sur la valeur de tels avertissements au moment où le gouvernement qui défend ce projet procède à de nombreuses coupes sombres budgétaires. Entendons nous bien. Nous ne refusons pas que l'État investisse dans un grand projet en faveur de l'histoire et des historiens. Mais nous mettons en doute la nécessité financière d'un projet si fragile scientifiquement, si fortement politisé comme nous avons tenté de le démontrer dans l'ouvrage *Quel musée d'histoire pour la France ?*, si dangereux enfin pour l'idée que nous nous faisons d'une histoire rigoureuse, indépendante et ambitieuse.

Aussi une concertation fondée sur ces propositions de départ ne nous apparaît-elle pas comme nécessaire. Le débat doit bien sûr se poursuivre, dans des configurations qui s'inventent au fil des consultations et des controverses, et où l'ensemble des problèmes posés par le projet de « Maison de l'histoire de France » est offert à une discussion libre et réfléchie.

Site du groupe « Musée, Histoire & Recherche » :
<http://www.facebook.com/#!/pages/Groupe-Mus%C3%A9e-Histoire-Recherche/119318451476117>

Site de l'ouvrage :
<http://www.facebook.com/pages/Quel-mus%C3%A9e-dhistoire-pour-la-France-/190231357661285>